Résumés[a]

Kurt Klaudi Klausen et Per Selle

Le secteur associatif en Scandinavie

L'article postule l'existence d'un modèle scandinave spécifique de secteur associatif. Contrairement à ce que l'on pourrait croire étant donné la relative importance des secteurs publics au Danemark, en Suède et en Norvège, le secteur associatif de ces pays n'est ni petit ni insignifiant. Ses caractéristiques sont le résultat de son histoire, des mouvements populaires et d'une interdépendance fondée sur des relations de confiance entre les organisations de ce secteur et les pouvoirs publics. Malgré des événements récents qui le mettent en cause, ce modèle continue de représenter la clé de voûte de l'Etat providence scandinave.

Tommy Lundström

L'Etat et le travail social bénévole en Suède

Si le cas de la Suède vient à être évoqué dans le cadre du débat sur le secteur associatif, c'est généralement lorsqu'il s'agit de présenter l'exemple d'un pays où l'Etat joue un rôle prédominant, par contraste avec d'autres pays où le secteur associatif est très développé. L'article remet en question cette vision assez partiale de la Suède, qu'une analyse globale du secteur associatif suédois ne permet pas d'étayer. L'article se penche plus particulièrement sur les services sociaux et montre que la Suède semble, d'un point de vue historique, se caractériser par une coopération entre l'Etat et le secteur associatif, y compris durant les périodes où l'Etat assume la responsabilité de certaines activités bénévoles. De nos jours les relations entre le secteur associatif et l'Etat semblent évoluer vers une plus grande participation des associations à la fourniture de services sociaux.

Odd Inge Steen

Autonomie ou dépendance? Les relations entre les organisations d'aide non gouvernementales et les pouvoirs publics

Cet article passe en revue l'évolution et la croissance du secteur norvégien de l'aide internationale non gouvernementale depuis la deuxième guerre mondiale. Il pose un certain nombre de questions concernant les relations entre les organismes concernés et le gouvernement. Quelles sont les raisons des liens apparemment étroits entre les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales? Un bref argumentaire théorique est suivi d'une description empirique du «paysage» non gouvernemental norvégien (et scandinave). L'article examine ensuite la politique du gouvernement norvégien (et dans une certaine mesure des autres pays scandinaves) à l'égard de ces organisations et pose, en guise de conclusion, des questions concernant leur rôle futur.

Bjarne Ibsen

L'évolution des associations bénévoles danoises au niveau local

L'article analyse les changements qui ont touché le secteur associatif danois au niveau local et compare les associations du «domaine culturel» à celles du «domaine social». L'analyse, fondée essentiellement sur des recherches faites en 1993, permet d'identifier des changements significatifs pendant les années 1980 et 1990. En premier lieu, plus

https://doi.org/10.1007/BF02354113 Published online by Cambridge University Press

d'un tiers des associations ont été fondées après 1979, ce qui a eu un impact important sur la composition globale de ce secteur. Les associations traditionnelles axées sur des valeurs précises ainsi que les associations caritatives sont en régression, alors que les associations concernées par des intérêts plus étroitement définis et travaillant pour leurs propres membres sont en augmentation. Deuxièmement, le nombre d'associations travaillant dans un cadre local clairement défini est en baisse. Troisièmement, malgré la professionnalisation de certains types d'associations, le nombre de bénévoles travaillant dans le cadre d'une association est plus grand que jamais. Quatrièmement, malgré une augmentation des subventions publiques aux associations bénévoles, leur «autonomie politique» reste intacte. Cinquièmement, nonobstant de grandes différences de contexte politique, les associations du «domaine culturel» et celles du «domaine social» ont de nombreuses caractéristiques en commun.

Lars Skov Henriksen

Les organisations bénévoles et la collectivité locale : leçons à tirer d'une étude de cas danoise

Cet article analyse l'évolution des relations entre les collectivités locales et les organisations bénévoles dans le domaine de la politique sociale dans l'Etat providence décentralisé danois. Des changements majeurs d'orientation politique ont poussé les organisations bénévoles sur le devant de la scène dans un modèle d'Etat providence où le rôle des pouvoirs publics pourrait être en régression. Cependant les problèmes potentiels résultant d'une coopération renforcée n'a reçu qu'une faible attention. L'article cherche à répondre à ces questions en se référant à une étude sur les liens entre les collectivités locales et sept organisations bénévoles de la ville d'Aalborg dans le nord du Jylland. Il s'agit de savoir si, comme il a été suggéré dans le cadre du débat public, les organisations bénévoles peuvent être considérées comme l'antithèse des services sociaux organisés par le secteur public de manière bureaucratique et paternaliste. Il semblerait que le secteur public et les associations soient plutôt des co-acteurs, participant activement à l'établissement de nouveaux paradigmes et de nouvelles pratiques en matière de politique sociale que l'on ne peut appréhender en se référant aux distinctions dichotomiques classiques. Il en découle que l'opposition traditionnelle entre bureaucratie publique et associations caritatives, ou entre professionnalisme et bénévolat, n'offre plus guère qu'un intérêt limité.

Ole Gjems-Onstad

Le dispositif juridique et le régime fiscal des organisations à but non lucratif en Scandinavie

Les pays scandinaves partagent la même tradition juridique. Aucun des pays scandinaves ne possède de législation visant spécifiquement les associations à but non lucratif. Leurs textes régissant les associations sont peu contraignants et fondés sur le bon sens. Pour obtenir des subventions, les associations peuvent se voir obligées de se plier à certaines règles concernant leur structure d' organisation et de fonctionnement (liberté d'accès et une voix par membre). La loi sur les fondations est plus formelle et les fondations font l'objet d'un contrôle et d'une surveillance plus stricte. Les organisations à but non lucratif scandinaves ne sont pas généralement assujetties à l'impôt sur les revenus, mais les dons qu'elles reçoivent ne sont souvent pas déductibles. Elles sont assujetties à la taxe sur les salaires ainsi généralement qu'à la taxe sur la valeur ajoutée. Du fait des politiques fiscales en vigueur, les organisations à but non lucratif scandinaves

https://doi.org/10.1007/BF02354113 Published online by Cambridge University Press

risquent d' évoluer vers une dépendance économique vis à vis de l'Etat ainsi qu'un contrôle accru par le biais de la législation sur les subventions.

Zusammenfassungen[b]

Kurt Klaudi Klausen und Per Selle

Der dritte Sektor in Skandinavien

Der vorliegende Artikel geht davon aus, daß sich ein skandinavisches Modell des dritten Sektors unterscheiden läßt. Entgegen allen Erwartungen angesichts des relativ umfangreichen öffentlichen Sektors in Dänemark, Norwegen und Schweden, ist der dritte Sektor in allen drei Ländern weder klein noch unbedeutend. Die wesentlichen Merkmale dieses Modells sind in geschichtlichen Zusammenhängen, in Massenbewegungen und in wechselseitigen, auf Vertrauen basierenden Abhängigkeiten zwischen Organisationen des dritten Sektors und der öffentlichen Verwaltung begründet. Obgleich neuere Entwicklungen dieses Modell in Frage gestellt haben, erweist es sich dennoch als ein Eckpfeiler des skandinavischen Wohlfahrtsstaates.

Tommy Lundström

Der Staat und freiwillige Sozialdienste in Schweden

Wenn Schweden überhaupt innerhalb der Forschungstradition des freiwilligen Sektors Berücksichtigung findet, so geschieht dies hauptsächlich in der Absicht, einen staatlich dominierten Kontrast zu Ländern herzustellen, in denen der freiwillige Sektor blüht. Der vorliegende Artikel stellt dieses eher einseitige Bild Schwedens in Frage, das sich auf eine unzulängliche empirische Grundlage stützt, vor allen Dingen, wenn der freiwillige Sektor als Ganzes untersucht wird. Die historische Perspektive zeigt, daß in Schweden eine Kooperation zwischen Staat und freiwilligem Sektor das entscheidende Merkmal ist, selbst in Perioden, in denen Teile des freiwilligen Sektors von der öffentlichen Verwaltung übernommen wurden. Gegenwärtig verändern sich die Beziehungen zwischen freiwilligem Sektor und Staat dahingehend, daß Verbände in stärkerem Maße an der Bereitstellung von Dienstleistungen beteiligt werden.

Odd Inge Steen

Autonomie oder Abhängigkeit? Beziehungen zwischen nicht-staatlichen Hilfsorganisationen und der öffentlichen Verwaltung

Der vorliegende Artikel richtet seine Aufmerksamkeit auf Wachstum und Wandel des norwegischen nicht-staatlichen Sektors seit dem Zweiten Weltkrieg. Es werden Fragestellungen hinsichtlich der Beziehung und der Grenzen zwischen den beteiligten Organisationen und dem Staat erörtert. Welche Gründe lassen sich für die scheinbare Nähe von Staat und nicht-staatlichen Organisationen erkennen? Eine kurze theoretische Diskussion wird durch die empirische Beziehung der norwegischen (und skandinavischen) nicht-staatlichen 'Landschaft' ergänzt. Dieser Beschreibung folgt eine Diskussion staatlicher Politik zu Nonprofit-Organisationen in Norwegen (z.T. auch derjenigen anderer skandinavischer Länder), und abschließend werden einige Fragen zu ihrer zukünftigen Rolle erörtert.

https://doi.org/10.1007/BF02354113 Published online by Cambridge University Press